

# Projet de loi no 101 – Un projet de loi déconnecté de la réalité!

## LOI VISANT L'AMÉLIORATION DE CERTAINES LOIS DU TRAVAIL

La Fédération indépendante des syndicats autonomes (FISA) accueille tièdement le projet de loi 101 du ministre Jean Boulet. Bien que certaines dispositions puissent être positives, le projet de loi manque de sensibilité envers les différentes réalités des syndicats au Québec et propose des mécanismes flous et contraignants.

### **Différentes réalités**

Au-delà de nos membres, notre organisation souhaite prendre la parole pour les syndicats autonomes et indépendants qui ne sont affiliés à aucune centrale ou fédération. De nombreux syndicats au Québec comptent peu de membres et disposent de budgets de fonctionnement limités. Bien que la FISA offre des services en la matière à ses syndicats, il demeure néanmoins légitime de s'interroger sur l'impact de l'obligation de recourir à des services comptables annuels sur les ressources financières de ces syndicats. Par ailleurs, la grande majorité des règles internes de ces syndicats prévoient déjà l'obligation de transmettre des états financiers à leurs membres et de les rendre accessibles.

### **Modification au Code du travail**

Encore une fois, le projet de loi ne tient pas compte de la réalité des syndicats au Québec et de la complexité des dossiers de relations de travail. En imposant, notamment, des règles floues et contraignantes qui ne permettent pas de prolonger plus d'une fois les délais pour qu'un grief soit entendu, cela risque de nuire grandement aux organisations disposant de ressources et de disponibilités limitées, tout en faisant abstraction des processus établis en matière de relations de travail.

### **Un projet de loi antisyndical?**

Le projet de loi comporte des dispositions susceptibles de porter préjudice aux syndicats de plus petite taille, en négligeant leur réalité et en exerçant une pression accrue sur leurs ressources. En soumettant ces associations à de telles contraintes et en encadrant de manière restrictive la gestion de leurs dossiers, ne peut-on pas en conclure qu'il compromet directement leur capacité d'agir?

# LEDEVOIR

## Magali Picard, le Printemps érable et le PL 89, un cocktail explosif ou mirage stratégique?



Photo: Jacques Nadeau Archives Le Devoir Une manifestation lors du printemps érable, en mars 2012

**Claude André**

L'auteur est enseignant en science politique.

Publié à 0h00 **Idées**  
Idées

Dans une récente publication du *Devoir*, on rapportait, le 1<sup>er</sup> mai dernier, que Magali Picard, présidente de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), envisageait un Printemps érable ([https://www.ledevoir.com/printemps-erable?](https://www.ledevoir.com/printemps-erable?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)

[utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/printemps-erable?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) version 2025 pour s'opposer au projet de loi 89 sur les grèves. « Ce sera l'enjeu de la prochaine élection », affirmait-elle, rappelant que « le gouvernement avait perdu les élections en 2012 avec un Printemps érable ».

En brandissant la menace d'un nouveau Printemps érable pour contrer la « loi 89 », la présidente de la FTQ réactive un mythe politique gravé dans notre inconscient collectif. Mais l'histoire montre que ces mouvements ne déstabilisent pas toujours ceux qu'ils visent.

Cette analogie, attrayante pour les syndicats et certains observateurs qui voient dans le Printemps érable un levier politique puissant, mérite pourtant qu'on s'y attarde. En effet, si le gouvernement Charest a effectivement été défait lors des élections suivantes, les faits démontrent que le Printemps érable a paradoxalement permis au Parti libéral du Québec ([https://www.ledevoir.com/parti-liberal-du-Quebec?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/parti-liberal-du-Quebec?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) (PLQ) de regagner du terrain électoralement. Derrière la force symbolique du mouvement étudiant de 2012 se cache une réalité plus complexe : celle d'une crise sociale qui a été instrumentalisée par le pouvoir pour polariser l'électorat, mobiliser sa base et détourner l'attention des enjeux internes.

La stratégie de polarisation sociale du gouvernement Charest s'appuyait sur le concept anglo-saxon de « *wedge politics* », qui consiste à exploiter un enjeu polarisant pour rallier un segment clé de l'électorat. En orchestrant l'affrontement autour de la hausse des droits de scolarité, le gouvernement cherchait à opposer deux visions du rôle de l'État : d'un côté, la réingénierie étatique défendue par le Parti libéral (devenue le respect de la loi et de l'ordre au fil des semaines) ; de l'autre, l'interventionnisme social revendiqué par le mouvement étudiant. Cette fracture, amplifiée dans l'espace public, a permis à Charest de recentrer le débat politique sur une question mobilisatrice, éclipasant temporairement les nombreux scandales de corruption qui fragilisaient son parti.

Les chiffres en témoignent : au début de la campagne électorale de 2012, le PLQ stagnait autour de 27-28 % dans les intentions de vote, nettement derrière le Parti québécois ([https://www.ledevoir.com/parti-quebecois?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/parti-quebecois?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) (PQ) et la Coalition avenir Québec ([https://www.ledevoir.com/coalition-avenir-Quebec?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/coalition-avenir-Quebec?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) (CAQ). Mais le jour du scrutin, le PLQ a récolté 31,2 % des voix, dépassant la CAQ (27,1 %) et se rapprochant du PQ (31,9 %). Cette remontée, souvent sous-estimée dans les analyses rétrospectives, révèle l'effet paradoxal d'une crise qui, loin d'anéantir le gouvernement, a contribué à ressouder son électorat traditionnel.

Ce scénario démontre que la manipulation de l'opinion publique par des stratégies de communication sophistiquées n'est pas un fantasme, mais bien une réalité observable. Comme je l'analyse dans mon essai *Quand la clique nous manipule* (2018), les élites politiques, économiques et certains grands acteurs médiatiques, plus ou moins consciemment, exploitent nos biais cognitifs et nos réflexes sociaux, ce qui contribue à orienter les priorités publiques.

Le paysage médiatique, dans son ensemble, joue parfois un rôle amplificateur dans ces dynamiques complexes, non par malveillance, mais par la nature même des logiques de diffusion et des contraintes éditoriales. Cette mécanique peut accentuer la polarisation sociale, éroder la confiance envers les institutions et fragiliser le débat démocratique.

Alors que le Québec se trouve à nouveau à la croisée des chemins avec le projet de loi 89, il est crucial d'éviter les raccourcis historiques. La mémoire du Printemps érable galvanise encore beaucoup de militants, mais l'histoire politique rappelle que les crises sociales peuvent tout autant profiter aux gouvernements qu'elles contestent. Une vigilance stratégique s'impose pour ne pas rejouer, malgré nous, une partition déjà écrite.

Ce texte fait partie de notre section Opinion, qui favorise une pluralité des voix et des idées en accueillant autant les analyses et commentaires de ses lecteurs que ceux de penseurs et experts d'ici et d'ailleurs. Envie d'y prendre part? Soumettez votre texte à l'adresse [opinion@ledevoir.com](mailto:opinion@ledevoir.com)

# Marchand choisit d'accélérer le remboursement de la dette

Grâce à des surplus, 10,2 M\$ iront à son renflouement, deux fois plus que prévu

Le Journal de Québec · 05 mai 2025 · 9 · STÉPHANIE MARTIN

Avec une partie des surplus accumulés en 2024 à la Ville de Québec, le maire Marchand a choisi d'accélérer le remboursement de la dette cette année, a appris Le Journal.



Dans le budget 2025, l'administration Marchand avait annoncé en novembre dernier qu'un montant de 5,2 millions \$ serait consenti cette année pour le remboursement de la dette. Celle-ci passerait alors à 1,523 milliard \$.

Or, les états financiers 2024, qui seront rendus publics demain, présenteront un surplus. Le maire en avait glissé un mot récemment, en mêlée de presse.

« On va déposer au début mai notre bilan financier 2024. On termine l'année avec des surplus », avait annoncé Bruno Marchand.

Le montant global du surplus sera connu à ce moment, mais l'administration Marchand a choisi d'en utiliser une partie pour donner un coup à la dette, en doublant le remboursement promis.

« GESTION FINANCIÈRE RIGOUREUSE »

« Après avoir budgété un remboursement de la dette de 5,2 millions \$ en 2025, le maire choisit de bonifier de 5 millions \$ ce remboursement en raison de la gestion financière rigoureuse effectuée en 2024, doublant du même coût les sommes allouées au remboursement de la dette pour 2025 », a fait savoir le cabinet du maire.

Cela réduira donc la dette à 1,518 milliard \$, grâce à un remboursement total de 10,2 millions \$. Les détails seront présentés lors d'une conférence de presse qui est prévue demain.

#### LES RÉSERVES AUSSI

Outre le remboursement de la dette, les surplus pourraient servir à regarnir les réserves, avait soumis le maire.

« On renfloue les réserves qui avaient été utilisées durant l'année justement pour compenser des dépenses qui ont pu être supérieures. Mais est-ce qu'on doit faire autre chose avec ces surplus pour mitiger les risques en matière de cotation [de crédit] ? C'est ce qu'on va regarder. On pense que non pour l'instant. »

M. Marchand avait évoqué cette possibilité au lendemain de la décote du Québec, lorsque questionné sur l'impact de cette situation sur la Ville de Québec. À ce moment, il n'anticipait pas de conséquences pour la municipalité, mais disait garder l'oeil ouvert.

[Accueil](#) | [Dossiers](#) | [RHéveil-matin](#)

## La célébration, une des clés pour garder vos employés plus de 10 ans

CATHERINE CHARRON | PUBLIÉ À 7H02 | MIS À JOUR À 7H47



Parfois, de simples gestes suffisent à fidéliser ses employés. (Photo: 123RF)



**RHÉVEIL-MATIN**  
En sirotant votre breuvage préféré, découvrez des astuces inédites pour des 9@5 productifs et stimulants.



PUBLICITÉ



**RHÉVEIL-MATIN. Pas besoin d'être à la fine pointe de l'innovation ou d'investir des milliers de dollars en ressources humaines pour garder ses employés. Il suffit de bien comprendre ce qui les fait vibrer. Chez Servier Canada, ça rime notamment avec la collégialité.**

L'entreprise pharmaceutique ne réinvente rien, admet d'emblée sa directrice générale, Lucie Rousseau. Cela dit, elle a su identifier la formule qui convient aux membres de son équipe.

La preuve? Son taux de roulement est bas, et sa cinquantaine d'employés compte en moyenne une dizaine d'années d'ancienneté. Au sein de la direction, ce chiffre grimpe à 16.

Servier Canada «prend le temps de s'arrêter et de célébrer les bons moments, les bons coups autant au niveau de la performance que des événements heureux», explique Lucie Rousseau.

Ces espaces de communion tournent souvent autour des repas, un vestige peut-être des racines européennes de l'entreprise, suppose la dirigeante. Des lunchs au bureau sont par exemple planifiés chaque mois afin que tous les employés s'y retrouvent, alors qu'un camion de cuisine de rue y fait son tour pendant l'été. Les conjoints sont invités à participer aux célébrations de Noël, puisqu'eux aussi contribuent à leur échelle à la réussite de l'entreprise.

Servier Canada a mis en place au fil des ans différentes mesures pour veiller au bien-être de son équipe. Pendant la période estivale, l'organisation permet à ses employés de condenser leur semaine de travail pour se libérer les vendredis. Elle prévoit aussi des «pool de hockey». À longueur d'année, les réunions sont interdites les vendredis après-midi.

L'entreprise s'attarde aussi davantage aux réussites collectives plutôt qu'individuelles. L'approche collaborative y est centrale. D'après la dirigeante, l'ensemble de ces mesures contribuent à cette culture forte à laquelle les membres de son personnel adhèrent.

## Fidéliser ses salariés dans une industrie mal-aimée

Servier Canada se sert habilement de sa communication interne pour fidéliser ses salariés, notamment pour garder le moral de ses troupes qui évoluent dans une industrie parfois écorchée par l'opinion publique.

Certes, les pharmaceutiques ont su redorer leur image depuis la crise de la COVID-19, si on se fie aux sondages, mais elle n'a pas toujours joui d'une telle réputation, indique Lucie Rousseau, qui cumule plus de 20 ans au sein de l'organisation.

L'entreprise s'assure de constamment rappeler aux employés leur mission, soit de développer des solutions pour aider les patients, et les retombées que leurs efforts ont sur leur qualité de vie.

PUBLICITÉ



«Que ce soit la personne aux finances, sur la route ou en pharmacovigilance, on a tous un rôle à jouer pour les patients. C'est important que nos gens s'identifient à leur mission vraie, qui va au-delà de ce qu'ils font au jour le jour», rappelle la directrice générale.

Pour demeurer au diapason avec les besoins contemporains des membres de son équipe, Servier Canada tente aujourd'hui de faire davantage preuve de transparence. Pousser cette transformation à la vitesse supérieure est même un des principaux chevaux de bataille de Lucie Rousseau depuis son entrée en fonction en 2023.

Elle informe l'ensemble de l'entreprise des bonnes nouvelles tout comme des points sur lesquels elle compte s'améliorer.

Elle s'assure qu'elle et son équipe aient toujours la porte ouverte «afin que nos gens nous informent quand une situation ne fonctionne pas, ajoute-t-elle. Aujourd'hui, avec la jeune génération, c'est impossible de ne pas faire preuve de transparence. Cette ère-là est révolue.»

A green conference banner. On the left, it says "événements les affaires" in red and white. In the center, it reads "CONFÉRENCE ENRICHIR L'EXPÉRIENCE GESTIONNAIRE" in large white letters. Below that, in smaller white text: "CLARIFIER LE RÔLE : TROUVER L'ÉQUILIBRE ENTRE L'OPÉRATIONNEL ET LE LEADERSHIP". At the bottom, it says "7 mai 2025 | Plaza Centre-Ville ou virtuel" and a "S'INSCRIRE" button with a right arrow. On the right side, there is an illustration of a white shirt with a red tie and a black sash with various colorful icons (gears, smiley face, target, thumbs up).

#### ET AUSSI

- [Conflits de travail: le recours à l'arbitrage exécutoire est loin d'être banal](#)
- [La surcharge de travail induite par les équipes incomplètes inquiète](#)
- [Réduction des cibles d'immigration: Ottawa veut aller trop vite, avertit le Conference Board](#)
- [Budget Québec 2025: l'innovation ne passera pas par le développement des compétences](#)

#### DERNIÈRES NOUVELLES

##### REVUE DES MARCHÉS

##### [Les nouvelles du marché du lundi 5 mai](#)

[Les actions de Berkshire Hathaway chutent alors que le PDG Buffett passe le relais à Abel.](#)

##### GÉNÉRAL

##### [Fin de la grève des employés d'IKEA à Montréal](#)

[Les employés avaient déclenché samedi une grève.](#)

[Publié il y a 1 minute](#)

[Publié il y a 23 minutes](#)